

## CEREMONIE D'OUVERTURE

### DISCOURS DU PRÉSIDENT DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE

Votre Excellence Monsieur le Gouverneur Général,  
Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de la Chambre des communes,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale du Québec,  
Monsieur le Maire de la Ville de Québec  
Monsieur le Président du Groupe canadien de l'UIP,  
Monsieur le Secrétaire général adjoint à l'Organisation des Nations Unies,  
Monsieur le Secrétaire général de l'UIP,  
Mesdames et Messieurs les membres du Comité exécutif,  
Mesdames et Messieurs les Présidents de Parlement,  
Chers Collègues parlementaires,  
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi, Monsieur le Gouverneur général du Canada, de vous adresser mes sincères remerciements et, à travers vous, de remercier le Canada, son peuple, son Parlement, en particulier les Présidents du Sénat et de la Chambre des communes, d'avoir invité l'Union interparlementaire à tenir sa 127<sup>ème</sup> Assemblée dans cette belle ville de Québec à la renommée internationale.

Je tiens à remercier nos Hôtes canadiens pour la qualité de l'accueil, l'hospitalité et l'excellente organisation des travaux de l'Assemblée.

Le Canada est connu pour la grande diversité de son territoire, mais surtout pour la grande diversité de la société canadienne, et pour sa capacité à faire vivre en harmonie toutes les composantes ethniques, religieuses, culturelles, linguistiques et politiques de son peuple.

Il y a longtemps que le Canada est un membre actif de l'UIP, son adhésion remonte à 1912.

L'année 2012 est donc l'anniversaire du centenaire de l'adhésion du Canada à l'UIP, on ne pouvait mieux fêter cet anniversaire qu'en tenant ici la 127<sup>ème</sup> Assemblée de notre Organisation.

Mesdames et Messieurs, notre assemblée à Québec promet d'être spécifique dans tous les sens du terme. Elle est en effet dotée d'un programme très riche. Tout au long de l'Assemblée se déroulera un débat "spécial" en séance plénière sur le thème « *Citoyenneté, identité et diversité linguistique et culturelle à l'ère de la mondialisation* ». Nous clôturerons ce débat par l'adoption d'un document final qui devrait nous ouvrir de nombreuses pistes de réflexion sur la manière de mieux gérer une diversité toujours plus grande, d'en tirer parti et, ce faisant, d'édifier des sociétés plus inclusives et plus tolérantes.

Je crois profondément qu'en notre qualité de parlementaires, il nous appartient de défendre la diversité culturelle, linguistique, ethnique, raciale ou religieuse en tant que valeur universelle, une valeur qui doit être respectée, promue et protégée tant au sein des sociétés et des civilisations que dans leur interaction. Je tiens à souligner ici que c'est une valeur qui devrait s'appliquer non seulement à nos sociétés dans leur ensemble mais aussi à notre organisation, l'Union interparlementaire. En effet, l'UIP s'efforce d'être universelle, mais elle ne saurait y parvenir sans défendre la participation, l'intégration et l'inclusion.

C'est pourquoi je regrette vivement que les parlementaires qui se sont inscrits pour participer à notre Assemblée à Québec n'aient pas tous obtenu des visas d'entrée au Canada, contrairement aux termes de l'accord conclu. Permettez-moi donc de saisir cette occasion pour rappeler avec fermeté, une fois de plus, le principe fondamental qui guide l'UIP, à savoir que les Assemblées de l'Organisation sont un espace où tous les Parlements membres et tous leurs délégués dûment désignés, sans exception, peuvent se rencontrer et dialoguer. Si nous croyons vraiment à la diversité politique et à la valeur de la diplomatie parlementaire, ce principe fondamental ne saurait être remis en cause. En conséquence, nous considérons que ce qui vient de se passer constitue un fâcheux et regrettable accident de parcours, grave, sans précédent dans la vie de notre Organisation depuis 123 ans.

Il ne saurait, en aucun cas, être invoqué comme un précédent dans l'avenir sans que l'UIP perde son âme.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Au cours des trois prochains jours, nous tiendrons une session spéciale sur les parlements sensibles aux questions de genre. Je m'enorgueillis d'être à la tête d'une organisation qui défend la cause des femmes en particulier dans la vie politique. Au cours de cette session, nous parachèverons un plan d'action qui devrait nous aider à évaluer la sensibilité de nos parlements aux questions de genre. Nul doute que certains d'entre nous ont déjà progressé dans cette voie mais que pour d'autres, encore nombreux, il reste du chemin à parcourir.

Cette 127<sup>ème</sup> Assemblée est spécifique aussi parce qu'elle est dotée d'un programme élargi de réunions accompagnées de tables rondes couvrant un large éventail de thèmes qui vont de « l'ouverture de perspectives pour la jeunesse » à la « consolidation de la paix au sortir des conflits » et à « l'immunité parlementaire » en passant par la question du « pic pétrolier » et des perspectives de « sécurité énergétique ».

Mesdames et Messieurs, nous nous réunissons en des temps agités. Un quart de siècle à peine s'est écoulé depuis la fin de la Guerre froide. Je me souviens encore de l'euphorie que nous ressentions, et de l'idée largement répandue à cette époque que nous pourrions bâtir un monde plus stable, plus pacifique et plus solidaire et fraternel, fondé sur des valeurs communes à tous, et imprégné des principes de la démocratie.

Depuis, nous avons vu, il est vrai, un pays après l'autre instituer des réformes démocratiques. Des efforts considérables ont été consentis pour sortir des millions de personnes de la pauvreté, et les Objectifs du Millénaire pour le développement nous ont permis d'orienter notre action sur les services essentiels à apporter aux plus pauvres et aux plus vulnérables d'entre nous.

Pourtant, il suffit d'un regard sur le monde d'aujourd'hui pour constater que nos efforts n'ont pas été toujours couronnés de succès.

Nous voyons se dessiner de nouvelles lignes de fracture - religieuses, raciales culturelles et politiques - que nous ne pouvions soupçonner il y a 25 ans, avec une montée de l'intolérance. Aux insultes et aux actes de mépris pour les croyances d'autrui répondent des manifestations et des actes de violence.

Nous observons le développement d'une criminalité internationale d'une ampleur sans précédent. Elle tue des centaines, voire des milliers de personnes chaque jour. Le crime organisé menace de devenir plus puissant que les Etats dans certains cas.

Les groupes terroristes déstabilisent de nombreux pays et sont la cause de souffrances indicibles. L'état de droit est attaqué de toutes parts au niveau tant national qu'international, et les principes les plus fondamentaux du droit international humanitaire sont bafoués tous les jours.

Le conflit en Syrie menace d'embraser toute la région et pourrait bien finir par déclencher des violences dans tout le Moyen-Orient et au-delà, comme l'a affirmé le médiateur de l'ONU et de la Ligue arabe dans le conflit syrien.

Le conflit en Syrie n'est pas un conflit isolé, il y en a bien d'autres. Celui qui a éclaté au Mali il y a six mois n'est que le dernier en date d'une série de crises qui affectent des millions de personnes à l'intérieur et au-delà des frontières des Etats.

Il semblerait que nos instincts les plus bas l'emportent encore sur notre jugement. La peur et l'insécurité guident nos perceptions et nos actes. J'ignore ce que les historiens de demain retiendront de nous et de notre époque, mais j'ai le sentiment qu'ils ne seront pas indulgents si nous ne tenons aucun compte de tous ces signaux d'alarme.

Et pourtant, je suis absolument convaincu que si nous pouvions demander leur opinion à chaque homme, à chaque femme et à chaque enfant dans le monde, ils réagiraient, comme beaucoup le faisaient sur la place Tahrir l'année dernière, en disant : c'est la volonté du peuple qui doit être le fondement de l'autorité des gouvernements. C'est le Peuple qui doit être la source du Pouvoir.

Vous et moi savons pertinemment que les citoyens ne descendent pas dans la rue et ne prennent pas les armes pour remplacer une forme de dictature par une autre. Ce qu'ils veulent, c'est un système qui rassemble tous les citoyens et qui donne à chacun la liberté de participer au dialogue politique pour façonner son destin et contribuer à la construction de l'avenir de son pays. C'est vrai pour les pays qui ont déclenché le printemps arabe, la Tunisie d'abord, puis l'Egypte et la Libye. Mais ce n'est pas moins vrai pour la Syrie et tous les autres pays.

La paix et la prospérité ne pourront jamais se déployer en l'absence de respect pour les différentes sensibilités politiques, et sans une volonté authentique d'user du dialogue pour mettre fin aux désaccords. S'il y a un enseignement à tirer du printemps arabe, c'est bien l'importance cruciale de la diversité politique d'une part et du dialogue pour la paix et la démocratie d'autre part. Travaillons donc ensemble pour faire de ce projet une réalité pour tous.

Chers collègues parlementaires, Mesdames, Messieurs, je vous remercie d'être venus nombreux ici à Québec et vous souhaite une Assemblée prometteuse, enrichissante et fructueuse.

Je vous remercie.